INTER-RÉSEAUX
Développement Rural



BULLETIN DE VEILLE

N°538
26 novembre
2026

Ce bulletin de veille vous propose une sélection de nouvelles ressources issues de notre veille et accessibles en ligne sur notre site, avec notre agenda et nos recommandations de podcasts. Vous cliquez désormais directement sur le titre de la ressource pour y accéder. Bonne lecture !

A LA UNE

Après la COP31, quels financements pour l'adaptation des agricultures africaines ?

À Antalya, les négociations de la COP31 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire se sont achevées sans accord sur la suite du programme de travail de Charm el-Cheikh, comme le relève le **bilan de Carbon Brief** (en anglais). **Le texte de la CCNUCC** prévoit une reprise des discussions à Bonn en juin 2027, avant la COP32 à Addis-Abeba. Pour **la Dynamique pour une transition agroécologique au Sénégal (DyTAES)**, ce report laisse ouverte une question urgente pour les exploitations familiales : comment financer leur adaptation au changement climatique ? Au Sénégal, le réseau propose d'inscrire l'agroécologie dans la mise en œuvre du plan national d'adaptation pour faciliter son accès aux financements climatiques.

La présence des représentants de l'agroalimentaire à Antalya pose aussi la question de l'accès aux négociations. Selon un décompte de DeSmog **relayé par franceinfo**, quelque 260 représentants d'intérêts du secteur étaient présents. Le nombre de représentants du secteur des engrais a augmenté de 45 % par rapport à la COP30, et près de la moitié d'entre eux étaient accrédités au sein de délégations officielles. À Antalya, **Inades-Formation a porté les demandes de communautés rurales de dix pays africains**. Le réseau appelle les États à tenir leurs engagements financiers, à donner la priorité à l'adaptation et à reconnaître l'agroécologie dans les politiques climatiques.

Le pastoralisme illustre ce qui se joue dans ces choix. Dans **The Conversation**, trois scientifiques du Cirad retracent l'évolution du regard porté sur l'élevage pastoral dans les travaux du GIEC et les négociations climatiques. La mobilité des troupeaux est de plus en plus reconnue comme une stratégie d'adaptation dans les zones arides, mais elle reste peu visible dans les décisions officielles. D'ici à la COP32, l'un des enjeux sera de traduire cette reconnaissance en mesures concrètes pour les communautés pastorales, avec des financements à la hauteur de leurs besoins.

Ressources :

COP31 : principaux résultats des négociations climatiques de l'ONU à Antalya, Article, Carbon brief, novembre 2026, en anglais

COP31 : l'agriculture dans l'impasse, l'Afrique face à ses choix, Article, DyTAES, novembre 2026

L'industrie agroalimentaire a envoyé 260 lobbyistes à la COP31, le secteur des engrais particulièrement mobilisé, Article, France Info, novembre 2026

Porter la voix des communautés rurales africaines, Note de position, INADES-Formation, novembre 2026

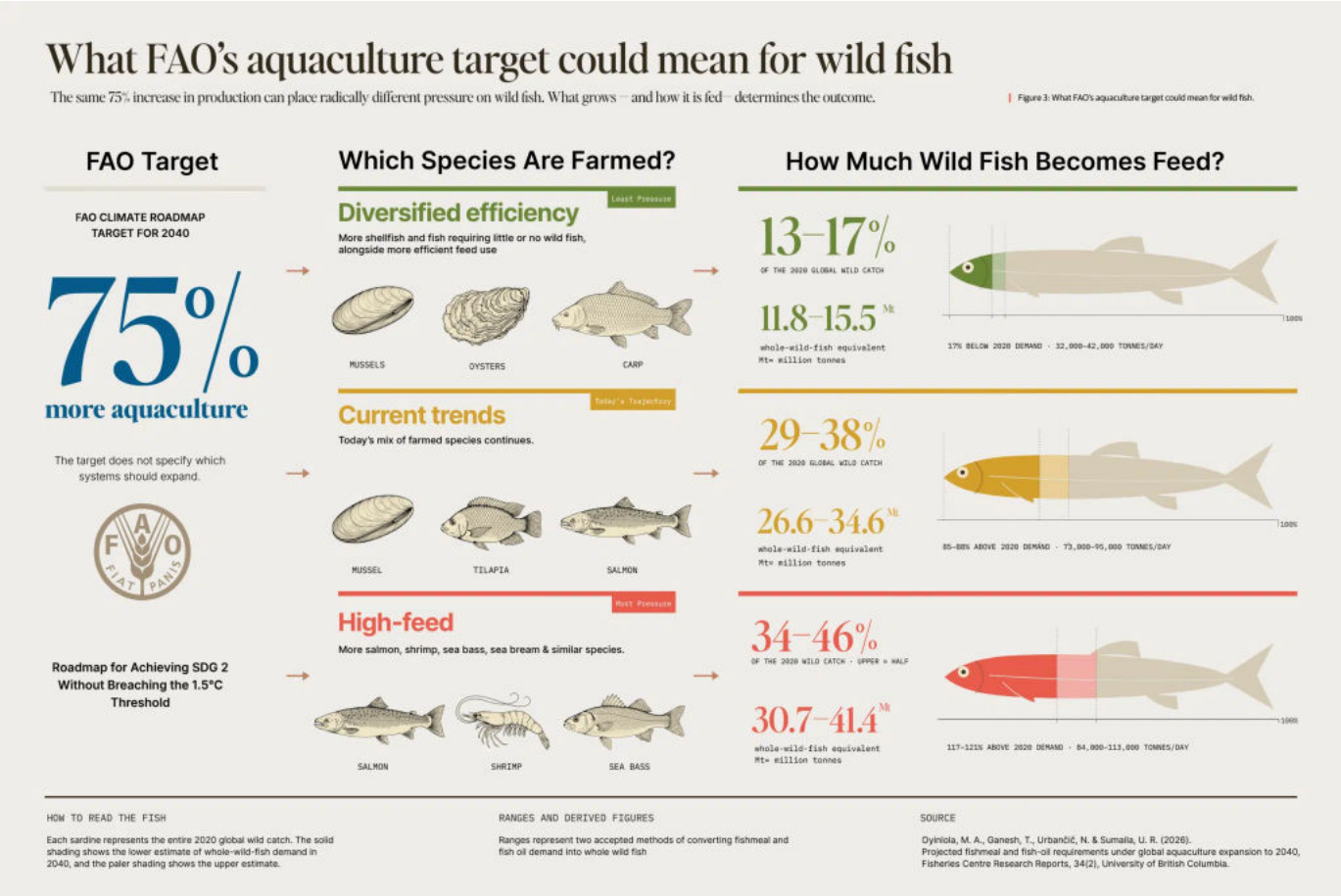
Le pastoralisme, risque ou solution face au changement climatique ? L'évolution du regard porté par les COP climat, Article, The Conversation, novembre 2026

Appel aux dons ! Inter-réseaux a besoin de vous !

Nos bulletins de veille et nos publications sont depuis toujours accessibles gratuitement à toutes et tous. Mais dans un contexte de fortes difficultés de financement pour la solidarité internationale, leur pérennité est aujourd'hui fragilisée. Si vous souhaitez continuer à nous lire et soutenir une information qui fait entendre la voix des agricultures familiales dans les politiques publiques, vous pouvez faire un don. Chaque contribution, même modeste, nous aide à poursuivre cette mission et à maintenir nos contenus en accès libre.

Nous soutenir

EN IMAGE



La croissance sans garde-fous : la politique aquacole de l'ONU fragilise la sécurité alimentaire

Rapport, Changing Markets Foundation, septembre 2026, en anglais

Ce rapport examine la politique aquacole de la FAO et ses effets sur la sécurité alimentaire mondiale, notamment en Afrique de l'Ouest. Il constate que des garde-fous sur la concurrence entre aliments pour poissons et alimentation humaine ont disparu des lignes directrices finales de 2025. Selon sa modélisation, si les tendances actuelles se poursuivent, la demande de poissons sauvages de l'aquaculture augmenterait de 85 à 88 %. Il recommande de privilégier les espèces non nourries et le poisson local destiné à la consommation humaine. Deux rapporteurs spéciaux de l'ONU, Michael Fakhri (droit à l'alimentation) et Elisa Morgera (changements climatiques), sont cités dans le rapport pour leurs mises en garde contre les effets de l'aquaculture industrielle sur l'accès à l'alimentation et les droits humains.

VEILLE THÉMATIQUE

Agroécologie

Les pratiques agroécologiques sont associées à une réduction de l'insécurité alimentaire sur plusieurs continents au fil du temps

Article scientifique, Revue Scientific Reports, octobre 2026, en anglais

À partir de données recueillies entre 2021 et 2024 dans différents pays, notamment en Afrique de l'Ouest et du Centre, cette étude analyse les liens entre l'adoption de pratiques agroécologiques et la sécurité alimentaire des petits producteurs et productrices en milieu rural. Chaque pratique adoptée est associée à une diminution de 1 à 3 % du risque d'insécurité alimentaire.

Accompagner et orchestrer des coalitions agroécologiques : repères et outils pour structurer l'action collective

Guide, DyTAES, avril 2026

Ce guide pratique explique comment faire travailler ensemble des organisations engagées pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest. Il s'appuie sur l'expérience du Sénégal, où la DyTAES réunit plus de 90 organisations. Il propose des repères, neuf étapes et des outils pour construire et animer une coalition, sans prétendre à un modèle unique.

Cantines scolaires

Les lycéen·nes sénégalais·es et français·es face à leur alimentation et son avenir : une enquête exploratoire à Rufisque, Montpellier et Martigues

Rapport, Chaire UNESCO Alimentations du Monde, octobre 2026

Cette enquête exploratoire, menée dans huit lycées au Sénégal et en France, analyse les pratiques alimentaires des jeunes, leurs représentations du bien manger et leurs aspirations pour l'alimentation de demain. Dans les deux pays, les élèves expriment une volonté d'autonomie dans leurs choix alimentaires, tout en restant attachés aux repas familiaux et soucieux de concilier santé, plaisir et sociabilité. À Rufisque, seuls 21 % des élèves interrogés mangent à la cantine, tandis que 48 % se restaurent auprès de vendeurs et vendeuses installés dans l'enceinte ou aux abords des lycées. L'étude souligne le rôle de cette restauration informelle, souvent négligée par les politiques publiques. Au-delà de la sensibilisation aux enjeux nutritionnels et environnementaux, les auteurs préconisent de renforcer le pouvoir d'agir des jeunes en les associant à la gouvernance de la restauration scolaire

Cacao

Pour un prix plancher à la hauteur des défis de durabilité et d'équité de la filière cacao

Policy brief, AVSF, Ethiquable, octobre 2026

Cette note défend un prix plancher pour le cacao, garanti aux producteurs et productrices à l'export, plutôt que de laisser leur rémunération suivre des cours mondiaux très instables. Lorsque les cours s'effondrent, les revenus des familles productrices d'Afrique de l'Ouest, d'Amérique latine, d'Haïti et de Madagascar passent sous le seuil de revenu décent, ce qui alimente pauvreté, travail des enfants et déforestation. Fondé sur les coûts réels de production et de vie, ce prix doit aussi financer la transition agroécologique. Les auteurs demandent aux grandes entreprises de l'intégrer à leurs engagements au titre de la directive européenne CS3D.

Changement climatique

Quand le climat dérègle notre système alimentaire : qui cause, qui paie, qui profite ?

Rapport, Oxfam, novembre 2026

Ce rapport d'Oxfam France examine qui cause, qui paie et qui profite du dérèglement climatique dans le système alimentaire, principalement en France et dans l'Union européenne. Les ménages modestes et les petites exploitations supportent l'essentiel des coûts, tandis que les fabricants d'engrais, dont les profits ont été multipliés par 3,5 entre 2020 et 2022, en tirent avantage. Il recommande notamment de garantir 100 produits sains à prix coûtant, d'instaurer une loi-cadre sur le droit à l'alimentation et de renforcer la transparence des marges.

Données

Sensors, Seeds, and Sovereignty: Who Governs Agricultural Data?

Etude, Projet Digifood, 2026, en anglais

Les téléphones, capteurs, drones et satellites collectent de plus en plus de données agricoles, et ces données passent surtout entre les mains d'entreprises privées. Ce rapport étudie qui les contrôle, avec des cas au Kenya, en Inde et en Colombie. Il distingue trois visions de la gouvernance : économique, politique et environnementale. Le constat principal est que les logiques de marché dominent. Les petits producteurs et productrices, éleveurs et éleveuses, pêcheurs et pêcheuses ainsi que les peuples autochtones sont souvent exclus des décisions, alors qu'ils nourrissent une grande part du monde. Les auteurs proposent une gouvernance fondée sur les droits humains, qui protège l'autonomie des communautés rurales et leur permet de participer aux décisions.

Genre

La moitié non financée : financer la résilience des femmes rurales, du marché des obligations à la ferme

Rapport, FIDA, Ministère turc de l'Agriculture et des Forêts, novembre 2026, en anglais

Publié à l'occasion de la COP31, ce rapport met en lumière les inégalités d'accès des femmes rurales à la finance climatique. Seuls 3 % des financements climatiques internationaux destinés aux systèmes agroalimentaires, soit environ 855 millions de dollars par an, visent l'égalité entre les femmes et les hommes. Les femmes rurales subissent pourtant des pertes économiques plus importantes face aux vagues de chaleur et aux inondations. En s'appuyant notamment sur l'expérience turque, le rapport explore différents mécanismes financiers susceptibles de renforcer leur résilience : obligations dédiées à l'adaptation climatique, subventions, garanties, assurances paramétriques et financements fondés sur les résultats. Il interroge ainsi la capacité de ces instruments à répondre aux besoins des femmes rurales et à leur rendre les financements climatiques effectivement accessibles.

Pastoralisme

Bulletin régional bimestriel sur la veille informative et d'alerte sur les conditions des ménages pastoraux et agropastoraux (septembre-octobre 2026)

Bulletin, RBM, octobre 2026

Ce bulletin régional couvre douze pays, du Sénégal au Tchad en passant par le Niger et le Nigeria, et décrit la situation pastorale de septembre-octobre 2026. Il signale une fin de saison des pluies contrastée, une forte pression sur les points d'eau et les pâturages au Niger, au Mali et au Tchad, une hausse des conflits agropastoraux et des maladies animales. Il recommande de renforcer le suivi des ressources, la surveillance sanitaire et les dispositifs de médiation et d'alerte précoce.

Pesticides

Pesticides pour toujours ? Non merci !

Plaidoyer, SOS Faim, novembre 2026

SOS Faim Luxembourg et les autres signataires d'une lettre ouverte appellent les parlementaires européens à rejeter le « Pesticide Omnibus ». Ce projet de la Commission européenne prévoit d'autoriser certaines substances pesticides sans limite de durée et d'élargir les dérogations, notamment pour les perturbateurs endocriniens. Plus de 500 scientifiques et experts alertent sur les risques sanitaires et environnementaux du texte. Les signataires dénoncent l'absence d'analyse d'impact et réclament un renforcement des protections existantes ainsi qu'une sortie progressive de la dépendance aux pesticides. Faute de compromis entre les rapporteurs des commissions parlementaires chargées de l'agriculture et de l'environnement, le vote initialement prévu le 24 novembre aura lieu au début de l'année 2027.

Union européenne

L'agriculture, ciment de l'Europe ?

Article, IRIS, novembre 2026

Sébastien Abis, chercheur associé à l'IRIS et directeur du Club DEMETER, examine le rôle de l'agriculture dans la construction européenne et l'avenir de la politique agricole commune. Contrairement au charbon et à l'acier, l'agriculture concernait l'ensemble des pays fondateurs. Le texte souligne aussi des paradoxes : la PAC s'est tournée vers l'environnement et s'est ouverte aux marchés mondiaux, mais elle est devenue plus concurrentielle entre États membres. Pour le cadre 2028-2034, il évoque des tensions budgétaires et une renationalisation croissante. L'auteur invite l'Europe à mieux s'exprimer d'une seule voix sur la scène agricole mondiale et à tirer des leçons de l'agroécologie dans les régions confrontées à la rareté de l'eau.

2026, ANNÉE INTERNATIONALE DES PARCOURS ET DES ÉLEVEURS PASTORAUX

ANNÉE INTERNATIONALE DES
PARCOURS ET DES ÉLEVEURS PASTORAUX
2026

Prospérité pastorale : repenser les zones arides africaines

Ouvrage, UCL Press, novembre 2026, en anglais

Cet ouvrage, dirigé par trois chercheurs de l'ILRI et de l'Université du Sussex, examine ce que signifie la prospérité dans les zones arides d'Afrique de l'Est et au Sahara occidental. Il montre que la prospérité pastorale se mesure en gorgées de lait frais, en liberté de déplacement et en obligations envers la parenté honorées par le don de bétail, et non en croissance économique. Il soutient que les récits centrés sur la crise réduisent la compréhension de ces formes de vie. Il invite les politiques de développement à composer avec l'incertitude plutôt qu'à chercher la stabilité et le contrôle.



Grain de Sel, « Jeunesses pastorales » – Épisode 4 – Faire face au changement climatique

Podcast, Inter-réseaux, RBM, octobre 2026

Au Burkina Faso, Djénéba Dicko, ingénieure en eau et aménagements hydroagricoles, et Ismail Ahamat Iberiss au Tchad, Jeune Ambassadeur du Pastoralisme du RBM, témoignent des stratégies d'adaptation des communautés pastorales au changement climatique. Mobilité des troupeaux, stockage du fourrage, gestion concertée des points d'eau : ce dernier épisode explore les réponses individuelles et collectives face à la raréfaction des ressources. Il interroge aussi les limites de ces stratégies et la reconnaissance des savoirs pastoraux dans les politiques et les financements climatiques. Une série présentée par Issoufou Diallo (RBM), réalisée dans le cadre du Grain de Sel n°90-91.

Grain de sel n°90-91 - Pastoralisme des solutions face aux défis, ***revue, octobre 2026***

PODCASTS



Climat : sous nos pieds, tout ce carbone

Podcast, Cirad, novembre 2026

Cet épisode hors-saison examine le rôle des sols dans la régulation du climat, qui contiennent deux à trois fois plus de carbone que l'atmosphère. Rémi Cardinael, participant aux travaux du GIEC sur la comptabilisation des émissions et du stockage de gaz à effet de serre, explique comment les pays établissent leurs inventaires carbone et pourquoi des données adaptées aux contextes agricoles et climatiques sont indispensables. Il présente aussi les pratiques, dont l'agroforesterie et le biochar, que le prochain rapport méthodologique du GIEC doit intégrer.

AGENDA

2 décembre 2026

Filières laitières africaines : vers un partenariat renforcé avec l'Union européenne

Conférence, Fondation FARM, Afdi, PAFO, AgriCord, Humundi, ATLAS

Cette conférence réunira acteurs africains et européens pour examiner comment le commerce, les politiques agricoles et l'investissement peuvent soutenir les chaînes de valeur laitières en Afrique, pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ruraux. Elle s'appuiera sur le Baromètre des agricultures africaines de 2025 et abordera la dépendance croissante aux importations, les défis structurels et les opportunités de croissance, ainsi que la construction d'un partenariat UE-Afrique cohérent.

2 au 4 décembre

Sowing livable presents: an agroecology and feminism conference

Conférence, SWIFT Project

Le projet SWIFT lance un appel à contributions pour une conférence internationale sur l'agroécologie féministe, organisée à Bruxelles en décembre 2026. Ouverte aux chercheur·euses, agriculteur·ices, organisations de la société civile et artistes, la rencontre vise à renforcer les alliances autour de dix thématiques : conflits armés et souveraineté alimentaire, économie solidaire, renouvellement générationnel, travail des femmes migrantes, identités LGBTQI+, conditions de travail, politiques rurales, accès à la terre, impact du changement climatique et politiques agricoles sous l'angle de l'égalité de genre et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans (UNDROP).

8 décembre 2026

Filières café et cacao, quels avenirs ?

Colloque, Cirad

Ce colloque examinera l'avenir des filières cacao et café en France et en Europe, grands marchés de consommation, avec un regard sur les pays producteurs tropicaux. Il s'adresse aux décideurs publics et privés (gouvernements, producteur·ices, traders, transformateur·ices, scientifiques) et aborde quatre thèmes : réglementations du café et du chocolat, évolutions chez producteur·ices et consommateur·ices (climat, agroécologie, traçabilité), qualité et sécurité sanitaire, et durabilité, notamment le règlement européen contre la déforestation prévu pour 2027.

Retrouvez ce bulletin sur le site d'Inter-réseaux

http://www.inter-reseaux.org/

Pour ne plus en manquer, abonnez-vous :

https://www.inter-reseaux.org/abonnez-vous/

Et pour des suggestions, des réactions, écrivez-nous :

veille@inter-reseaux.org

Réalisé avec les veilleurs d'Inter-réseaux et le soutien de :

France AFD